



République Française
Département des Yvelines
VILLE DE FRENEUSE
Service Urbanisme

PERMIS DE DIVISER

Demande d'autorisation préalable de travaux conduisant à la création de plusieurs locaux à usage d'habitation dans un immeuble existant

Art.L 111-6-1, L 111-6-1-1 et L 111-6-1-3 du Code de la Construction et de l'Habitation

Art.R 423-70-1 et R 425-15-2 du Code de l'urbanisme

Arrêté du 8 décembre 2016 relatif aux modalités de constitution du dossier de demande d'autorisation de travaux conduisant à la création de locaux à usage d'habitation dans un immeuble existant

Délibération 2022-025 en date du 31 mars 2022 du Conseil Municipal de la commune de Freneuse portant sur l'autorisation préalable à la division de logements

Récépissé de dépôt

Cadre réservé à l'administration

Date de dépôt de la demande :

...../...../.....

Numéro d'enregistrement :

APD 20 /

Identité et adresse du demandeur :

Cachet de la Mairie, date

Madame, Monsieur,

Vous avez déposé une demande d'autorisation préalable de travaux conduisant à la création de plusieurs locaux à usage d'habitation dans un immeuble existant.

La Commune dispose d'un délai de 15 jours à compter de la date de dépôt de la demande pour délivrer l'autorisation ou la rejeter.

Le défaut de réponse dans le délai de 15 jours vaut autorisation.

Toutefois, **dans les 15 jours** qui suivent le dépôt de votre dossier, l'administration peut vous écrire pour vous indiquer qu'il manque certaines informations ou pièces nécessaires à l'instruction de votre dossier.

Dans ce cas, le délai de 15 jours dont dispose la commune ne court qu'à compter de la réception du dossier **complet**.

Les travaux ne peuvent commencer qu'après l'obtention d'une autorisation expresse ou implicite.

Délais et voies de recours : A défaut de réponse de l'administration dans un délai de 15 jours à compter du dépôt de la demande, la décision de l'administration est réputée favorable. La décision qu'elle soit tacite ou expresse peut faire l'objet, dans un délai de deux mois, à compter de sa date de notification ou de la date à laquelle la décision est réputée favorable, d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Versailles.

NB : Le dossier doit être déposé en deux exemplaires pour un immeuble classé ou inscrit au titre des monuments historique.

Pièces jointes au dossier, à cocher :

- ☐ Formulaire de demande d'autorisation préalable à la division :
 - Identité du demandeur, adresse, n° Siret ou date de naissance ;
 - Identité du ou des propriétaires ;
 - Localisation et désignation de l'immeuble ou du logement existant ;
 - Descriptif des travaux et équipements divers ajoutés ;
 - Renseignements relatifs au logement créé ;
 - Engagement et signature

- ☐ Un plan coté en 3 dimensions (longueur, largeur, hauteur) avant et après travaux ;

- ☐ Le constat de risque d'exposition au plomb (CREP) mentionné à l'article R.1334-12 du Code de la Santé Publique. Pièce obligatoire pour tous les logements construits avant 1949.

- ☐ Une copie d'un état mentionnant l'absence, ou le cas échéant, la présence de matériaux ou produits de la construction contenant de l'amiante (Diagnostic technique amiante) mentionné à l'art. R.1334-29-5 du Code de la Santé Publique. Pièce obligatoire pour tous les logements construits avant 1997.

Votre demande fait également l'objet d'une déclaration préalable ou d'une demande de permis de construire (modification de façades, extensions de surface, surélévations...)

Oui

Non

Si oui, précisez le numéro d'enregistrement :

(le cas échéant, l'autorisation d'urbanisme tient lieu d'autorisation préalable de division mais ce formulaire doit cependant être rempli)

I. IDENTITE DU DEMANDEUR

➤ *Vous êtes le propriétaire du logement :* Oui Non

➤ *Vous êtes un mandataire du propriétaire ::* Oui Non

Si oui :

A quel titre :

Activité exercée :

N° et lieu de délivrance de la carte professionnelle, le cas échéant :

➤ *Vous êtes un particulier :* Oui Non

Si oui :

Madame Monsieur

Nom : Prénom(s) :

Date de naissance : / /

Lieu de naissance :

➤ *Vous êtes une personne morale :* Oui Non

Si oui :

Dénomination ou raison sociale :

N° SIRET : ?? ?? ?? ?? ?? ?? ?? ?? ?? ?? ?? ?? ?? ?? ??

Forme juridique, type de société (SA, SCI, ...) :

Représentant de la personne morale :

Madame Monsieur

Nom : Prénom(s) :

II. COORDONNEES DU DEMANDEUR

➤ *Si vous êtes un particulier ou une personne morale :*

Numéro de la voie : Voie :

Lieu dit : BP :

Code postal : Localité :

N° de téléphone :

Courriel :@.....

➤ *Si vous êtes un mandataire :*

Numéro de la voie : Voie :

Lieu dit : BP :

Code postal : Localité :

N° de téléphone :

Courriel :@.....

III. IDENTITE DU (DES) PROPRIETARES (si différent du demandeur)

➤ **Particulier(s) :** *Oui* *Non*

Si oui :

Madame Monsieur

Nom : ----- Prénom(s) : -----

Date de naissance : / / Lieu de naissance :

Si plusieurs propriétaires, préciser leur identité et leur qualité :

: -----

➤ **Personne(s) morale(s) :** *Oui* *Non*

Si oui :

Dénomination ou raison sociale : -----

N° SIRET : -----

Forme juridique, type de société (SA, SCI, ...) : -----

Représentant de la personne morale :

Madame Monsieur

Nom : ----- Prénom(s) : -----

Si plusieurs propriétaires, préciser :

: -----

IV. RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'IMMEUBLE

➤ **Localisation :**

Numéro de la voie : ----- Voie : -----

Lieu dit : ----- BP : -----

Code postal : ----- Localité : -----

➤ **Type d'habitat :** Maison individuelle Immeuble collectif

➤ **Régime juridique de l'immeuble :** Mono propriété Indivision Copropriété

➤ **Période de construction de l'immeuble :**

avant 1949

de 1949 à au 30 juin 1997

après le 1er juillet 1997

➤ **Références cadastrales :** Section Numéro

➤ **Votre immeuble est-il concerné par un arrêté de police ?**

- Insalubrité : Oui Non
- Arrêté de péril : Oui Non
- Interdiction d'habiter : Oui Non

Précisez :

➤ **Votre immeuble est-il raccordé aux réseaux d'assainissement ?**

Oui Non

➤ **Est-ce que votre immeuble présente des éléments architecturaux classés ?**

Oui Non Ne sait pas

➤ **Quel est l'objet de votre demande de division ?**

Création d'un ou de plusieurs logements pour mise en location future

Pour chaque logement créé :

- Bail unique
- Baux multiples

Création d'une ou de plusieurs chambres supplémentaires pour mise en location individuelle

- Bail unique
- Baux multiples

Autres :

VI. DESCRIPTION DES TRAVAUX

➤ **Création de surface :**

Oui Non

- Si oui : surface de plancher créée en m² : -----

➤ **Nombre de logements créés à la suite de la division :** -----

➤ **Surface de plancher des futurs logements :**

Logement 1 : -----m² ; Logement 2 : -----m² ; Logement 3 : -----m² ;
Logement 4 : -----m² ; Logement 5 : -----m² ; Logement 6 : -----m²

Complétez si nécessaire :

.....
.....
.....

Réfection de la toiture : Oui Non

Rénovation totale du logement : Oui Non

Autres : Réalisation de travaux d'isolation ; Réalisation de travaux de plomberie ; Réalisation de travaux d'électricité ;

.....
.....

VII. RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX EQUIPEMENTS AJOUTES APRES DIVISION

➤ Locaux accueillant les **ordures ménagères** :

Oui Non

➤ **Parties communes** :

Oui Non

Si oui :

Présence d'extincteurs dans les parties communes :

Oui Non

Présence d'un détecteur de fumée dans les parties communes (interdite) :

Oui Non

➤ Présence d'un **détecteur de fumée** dans chaque logement créé :

Oui Non

Nota : les détecteurs doivent être installés à l'intérieur des logements ; en revanche, « il est interdit d'installer des détecteurs autonomes avertisseurs de fumée dans les parties communes des immeubles collectifs d'habitation. » (cf. Arrêté du 5 février 2013 relatif à l'application des articles R.129-12 à R.129-15 du code de la construction et de l'habitation – article 6)

Gaz Fioul Electricité Autres, précisez -----

➤ Chauffage : Oui Non

Individuel Collectif Chauffage d'appoint

➤ si Oui :

Gaz Fioul Electricité Pétrole, Bois Autres, précisez -----

➤ **Electricité – Ligne de terre** : Oui Non

IX. ENGAGEMENT ET SIGNATURE

- ✓ J'atteste avoir qualité pour demander la présente autorisation.
- ✓ Je soussigné(e) Madame, Monsieur-----auteur de la demande, atteste sur l'honneur l'exactitude des informations mentionnées dans la demande.
- Fait à :
- Le :

Signature du demandeur :

Si vous êtes un particulier : la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses contenues dans ce formulaire pour les personnes physiques. Elle garantit un droit d'accès aux données nominatives les concernant et la possibilité de rectification. Ces droits peuvent être exercés à la mairie. Les données recueillies seront transmises aux services compétents pour l'instruction de votre demande.

Si vous souhaitez vous opposer à ce que les informations nominatives comprises dans ce formulaire soient utilisées à des fins commerciales, cochez la case ci-contre :

